

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 
SOMAGIC
1A route départementale 975
CS 20010
71290 La Genête

Références : CF/MB/2023/L_242
Code AIOT : 0005401145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement SOMAGIC implanté 1A route départementale 975 CS 20010 71290 La Genête. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOMAGIC
- 1A route départementale 975 CS 20010 71290 La Genête
- Code AIOT : 0005401145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMAGIC est spécialisée dans la fabrication de barbecues et de planchas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une liste de ses équipements sous pression qui, même s'il convient d'y apporter quelques corrections pour qu'elle réponde aux dispositions réglementaires (voir fiche de constat n°1), permet de suivre correctement les échéances périodiques de contrôles de l'unique équipement exploité par ses soins sur le site.

La cuve d'azote liquide installée sur le site et appartenant à WESTFALLEN, fait l'objet d'une demande de complément (voir fiche n°1).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un document intitulé "liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017".</p> <p>La liste, présentée sous forme de tableau, recense les parties compresseurs, non-soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel ainsi que les 2 cuves installées sur le site, soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel.</p> <p><u>Observations concernant la liste susvisée :</u></p> <p>- les types d'ESP sont à corriger (GV = générateur vapeur ; R = réservoir ; T= tuyauteries);</p>

- Les 2 compresseurs n'étant pas des ESP ne correspondent à un type décrit ci-dessus ; ces équipements peuvent être retirés de la liste ;
- les cuves SIAP et AUGUSTE sont assimilées à des réservoirs (R), points à corriger.
- il n'y a pas de CAFR sur le site (couvercle à fermeture rapide) ; la colonne pourrait éventuellement être supprimée.
- le réservoir d'azote liquide installé sur le site appartient à, et est géré par, WESTFALLEN ; des dispositions particulières de contrôles sont applicables pour cet équipement calorifugé. Cet équipement appartenant à WESTFALLEN, il n'y a pas d'obligation de le faire apparaître dans la liste des ESP de SOMAGIC. L'Inspection rappelle toutefois à l'exploitant la nécessité de tenir compte de cet équipement dans son étude des dangers.

La cuve SIAP installée en 2014 (n°6072 - PMS : 11 b - V : 900l), non soumise à déclaration de mise en service, a une périodicité de contrôle des inspections périodiques correcte fixée à 4 ans maximum.

Demande de complément 1: l'exploitant transmettra la copie de la liste des équipements sous pression à jour.

Demande de complément 2: l'exploitant transmettra la copie de la convention signée avec WESTFALLEN.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats : L'exploitant a recours au prestataire DEXIS BOUTILLON pour la réalisation des inspections périodiques. (voir observation ci-dessous).</p> <p>La seule cuve installée et exploitée, sous la responsabilité de l'exploitant, est la cuve SIAP suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro de fabrication : n°6072 - PMS : 11 b - V : 900l <p>→ année de fabrication 2014.</p> <p>L'exploitant dispose d'un dossier d'équipement qui contient le compte-rendu de l'inspection périodique datant du 18/02/2022. A noter que la 1ère inspection aurait du avoir lieu à la date de mise en service + 40 mois). Le contrôle de ce point n'a pas été réalisé.</p> <p>L'équipement est à jour d'inspection périodique.</p>
<p>Observations : L'article 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples précise que pour le type d'équipements installés chez SOMAGIC, l'inspection périodique est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet.</p> <p>L'exploitant ayant fait le choix d'avoir recours au prestataire DEXIS BOUTILLON, il convient qu'il le « désigne » pour réaliser ce type d'opérations.</p> <p>Cette désignation pourra être faite par écrit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'unique compte-rendu disponible et examiné concerne la cuve SIAP – n° 06072 – PMS = 11b – V=900l . Le document reprend correctement les caractéristiques de l'équipement, ne fait pas état d'observation, et précise que les résultats des contrôles de la visite sont satisfaisants.
Observations : Le dossier de l'équipement doit être tenu complet et comprendre l'ensemble des comptes-rendus d'inspections périodiques. Le dossier devrait contenir un compte-rendu d'inspection périodique réalisée à la date d'installation de l'équipement neuf + 3 ans maximum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats : Le dossier examiné concerne la cuve SIAP – n° 06072 – PMS = 11b – V=900l.</p> <p>La périodicité de requalification retenue par l'exploitant est 10 ans, impliquant une échéance à la date du 18/02/2024.</p> <p>L'équipement est à jour de requalification.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats : Le dossier examiné concerne la cuve SIAP – n° 06072 – PMS = 11b – V=900l.</p> <p>La périodicité de requalification retenue par l'exploitant est 10 ans, impliquant une échéance à la date du 18/02/2024.</p> <p>L'échéance de requalification n'étant pas échue, il n'y a pas de compte-rendu disponible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de la visite des installations les contrôles visuels ont porté sur la cuve SIAP – n° 06072 – PMS = 11b – V=900l. L'équipement est en bon état extérieur. La cuve est équipée d'un manomètre indiquant une pression de 7b environ, inférieure à la PMS de 11b.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE planche photos
Visite d'inspection du 23/05/2023
Site : SOMAGIC – La Genête



1 – cuve SIAP 900l n°06072



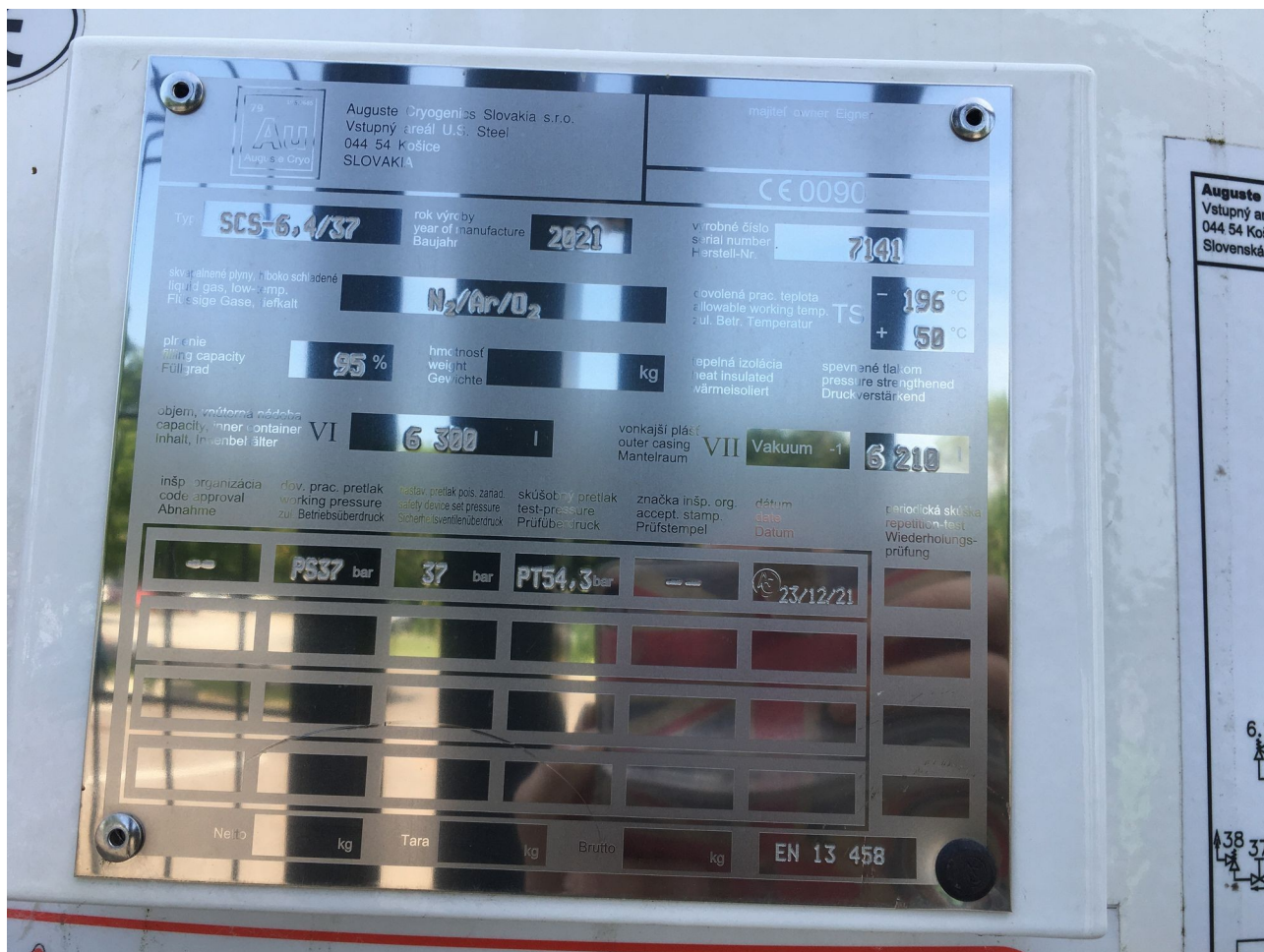
2 manomètre cuve SIAP
n°06072



3 – soupape cuve SIAP 06072



4- cuve AUGUSTE gérée par WESTFALLEN



5 – plaque de la cuve AUGUSTE gérée par WESTFALLEN